



SERVICE DE PRESSE
ET VEILLE

Prises de parole du Président de la République lors du point presse conjoint avec le Président de la Roumanie, Klaus Iohannis

Mercredi 15 juin 2022

Emmanuel MACRON

Merci monsieur le Président, cher Klaus,

Merci pour l'accueil, je suis heureux d'être à tes côtés aujourd'hui en Roumanie.

Je suis très heureux en effet d'être ici, sur la base MK, à l'invitation de monsieur le Président Klaus IOHANNIS pour cette visite aux armées. Ce déplacement intervient, le Président vient de le rappeler, dans un contexte extrêmement grave que nous connaissons tous, la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, qui se déroule tout près d'ici. J'ai pu, hier soir et ce matin, rencontrer les soldats Français qui participent depuis février à la réassurance de la Roumanie. J'ai décidé de ce déploiement le 19 janvier, dans son principe, pour témoigner de la pleine solidarité de la France envers ses alliés européens face aux menaces sur notre sécurité commune. Je remercie la Roumanie d'avoir accepté que la France prenne la responsabilité de nation-cadre de l'OTAN sur son territoire. C'est un signe de confiance, le reflet de l'étroitesse de notre partenariat stratégique.

Je veux aussi remercier nos armées qui se sont déployées avec une réactivité inédite entre la décision formelle et la fin de leur déploiement, en quelques jours à peine, ce qui est le signe de la réactivité et de la crédibilité des armées françaises dans le cadre de l'OTAN à l'égard d'un pays ami dès que la menace survient. Cette procédure, pour la première fois, avait été utilisée, et nous avons montré, vous avez montré, que vous étiez à la hauteur et j'en suis fier et reconnaissant. Je sais que les soldats arrivés au mois de février auront bientôt à retrouver leur montagne, et je veux à nouveau les remercier, et remercier les successeurs qui, arrivant de Castres depuis quelques jours pour les premiers d'entre eux, viendront les relever et continueront de se déployer.

Je veux en tout cas, vous dire, monsieur le Président, que nous sommes fiers d'être ici, heureux de la mission qui s'est parfaitement accomplie dans cette première phase, heureux de la poursuivre à vos côtés et aux côtés de l'ensemble des armées alliées ici présentes. Je profite de cette occasion pour saluer l'ensemble des contingents et des nations que nous avons croisé un

instant, et qui permettent de sécuriser pleinement la Roumanie et ce faisant, le flanc oriental de l'Europe et de l'OTAN et avec lesquels le travail est quotidien pour nos soldats.

La Roumanie n'est pas pour la France un pays comme les autres. L'Alliance entre nos deux pays s'appuie sur une amitié de deux siècles, nous l'avons évoqué ensemble. A plusieurs reprises, face à des crises mettant en jeu sa sécurité, la Roumanie a pu compter et su compter sur la fraternité de la France, et je suis fier que nous puissions, ensemble, prolonger cette histoire. Pour aller plus loin, nous souhaitons continuer d'avancer. D'abord sur le plan bilatéral ; nous travaillons, à la demande des autorités roumaines, à un ambitieux partenariat de soutien aux forces navales roumaines. Le Gouvernement et nos ministres présents ont pu s'entretenir, acter des documents cadres, et sur le plan politique et militaire, nous souhaitons renforcer ce lien.

Évidemment, ensuite dans le cadre de l'OTAN, puisque c'est dans ce cadre que la France est présente sur le territoire roumain, avec la contribution d'autres alliés dont je saluais la présence à l'instant, avec bien sûr l'appui des forces armées roumaines, le dispositif actuel va monter en puissance. Le prochain sommet auquel nous serons l'un et l'autre dans quelques jours à Madrid confirmera cette ambition. C'est une preuve de plus de notre unité pour écarter toute menace militaire sur le flanc Est de l'Union européenne et de l'OTAN.

Dans le cadre européen aussi, cette amitié prend une tournure toute particulière. Vous avez rappelé la communauté de vue qui est la nôtre, monsieur le Président, quand il s'agit de l'approche politique à l'égard de l'Ukraine, du dossier des Balkans occidentaux, et tout particulièrement des discussions en cours entre la Macédoine du Nord et la Bulgarie. La Présidence française, vous le savez, y est tout particulièrement engagée, et les prochaines heures seront décisives. Qu'il s'agisse aussi de l'accession à Schengen, nous avons eu l'occasion d'en parler et je souhaite que nous puissions avancer sur ce dossier et poursuivre l'effort commun que nous menons depuis tant d'années. La France est à vos côtés et nous souhaitons ensemble faire avancer les choses.

La boussole stratégique que nous avons adoptée a été renforcée pour prendre en compte la menace croissante en Mer Noire et elle illustre pleinement vos préoccupations, nos préoccupations et ce partenariat. Nous sommes engagés avec nos amis roumains aussi dans le soutien à l'Ukraine sur toutes ses formes : politiques, humanitaires, financières, militaires ; parce que là aussi, nous partageons la même condamnation sans appel de l'agresseur, comme le montre le train sans précédent de sanctions adoptées par l'Union européenne contre la Russie. Nous poursuivons les mêmes efforts pour assurer notre indépendance énergétique, construire notre défense commune et œuvrer, vous l'avez rappelé à l'instant Monsieur le président, à améliorer aussi la sécurité alimentaire, pas seulement des Européens mais du reste du monde dans le contexte que nous connaissons. Sur tous ces sujets, nous avançons ensemble.

J'ai pu également et enfin m'entretenir avec le président IOHANNIS sur la proposition de Communauté Politique Européenne que nous souhaitons faire progresser et qui a vocation justement, au-delà de notre Union, de nos coopérations bilatérales, à structurer sur le plan

politique, sur le plan sécuritaire, sur le plan énergétique et des infrastructures, notre continent et au fond, tous les États qui ont une communauté de géographie et de valeurs.

Voilà, mesdames et messieurs, ce que je souhaitais rappeler, en disant à nouveau à Monsieur le Président, cher Klaus, l'amitié de la France pour votre pays, le soutien indéfectible et notre présence dans la durée aussi longtemps que votre sécurité sera menacée. Merci Klaus, merci Président.

Journaliste

Bonjour messieurs les présidents. J'ai deux questions, une pour Monsieur le Président, MACRON, et l'autre pour Monsieur IOHANNIS. Pour Monsieur MACRON, vous avez affirmé que la Russie ne doit pas être humiliée. Comment voyez-vous la relation entre l'Occident et la Russie à l'avenir dans la scène internationale ? Et pour Monsieur IOHANNIS, vous avez affirmé la position de la Roumanie en ce qui concerne les aspirations européennes de la Moldavie, de la Géorgie. Et s'il vous plaît nous dire si pendant votre discussion avec Monsieur MACRON, on a un consensus pour leur possible candidature pour adhérer à l'Union européenne ? Merci.

Emmanuel MACRON

Face à la guerre décidée par la Russie contre l'Ukraine et son peuple, notre position, la position de la France et de l'Europe est claire depuis le premier jour.

D'abord tout faire pour l'empêcher, ce à quoi nous avons œuvré. Ensuite, sanctionner de manière claire et unie la Russie que nous avons dès le premier jour désigné avec clarté comme étant le responsable de cette guerre et ce qui est une faute morale, politique et historique. Et je suis fier que sous cette présidence française, nous ayons su maintenir constamment l'unité des Européens, que nous ayons décidé vite et fort le premier paquet de mesures de sanctions et que depuis le début du conflit, nous ayons pris six séries de sanctions successives, inédites jusqu'à la dernière, sanctionnant la quasi-totalité du pétrole russe.

Ensuite, avec beaucoup de clarté, nous avons et nous continuons de soutenir l'Ukraine pour l'aider à se défendre et à se battre, pour l'aider sur le plan économique et financier, pour l'aider sur le plan humanitaire. Et nous continuons d'accueillir sur le sol européen, qui je le rappelle est le premier espace au monde qui les accueille, des réfugiés fuyant la guerre. Telle est la position de la France et de l'Europe, sans aucune complaisance.

Mais nous voulons bâtir la paix, ce qui veut dire qu'à un moment nous souhaitons tous que le feu cesse et que les discussions reprennent. J'ai simplement par cette formule, en lien d'ailleurs constant avec le Président ZELENSKY et comme il l'a parfaitement compris, redit que nous, Européens, nous partageons un continent, et la géographie est têtue : il se trouve que, au bout de celui-ci, la Russie continue d'être là. Elle est là aujourd'hui, elle était là hier, elle sera là demain. Et la Russie est une puissance dotée. Et donc, je n'ai jamais partagé les propos qui consistaient à dire qu'aujourd'hui, nous ferions la guerre au peuple russe et que demain nous voudrions l'anéantir, puisque c'est ce qui s'est parfois dit. Non, parce qu'à un moment donné, quand nous l'aurons aidée au maximum à résister, quand - je le souhaite - l'Ukraine aura gagné

et surtout que le feu pourra cesser, nous devons négocier, le Président ukrainien et ses dirigeants devront négocier avec la Russie. Et nous serons, nous Européen, autour de cette table apportant les garanties de sécurité, les éléments pour ce qui relève de notre continent. C'est ça la réalité des choses et c'est ce principe-là que j'ai simplement rappelé. À un moment donné cela viendra. Et donc, tous propos excessifs ne permettront pas à ce moment de venir. Or, il en va aussi de notre avenir.

Journaliste

Monsieur le Président MACRON, vous aviez dit que vous vous rendriez à Kiev quand vous jugez que ce serait utile. Alors est-ce que vous jugez tous deux, Messieurs les présidents, que le moment utile est arrivé pour vous rendre à Kiev ? Est-ce que très concrètement, vous irez demain ensemble dans la capitale ukrainienne, comme le dit une partie de la presse européenne ? Et quelles sont, quelles étaient selon vous, les conditions à réunir pour pouvoir vous rendre en Ukraine ? Et quelles avancées attendez-vous de ce déplacement le jour où vous l'effectuerez ? Je vous remercie.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup pour votre question. J'aurai à la fois réserve et prudence, pour être explicite, sur les sujets logistiques. D'un point de vue politique, je considère que nous sommes en train de converger pour aujourd'hui avoir des discussions d'une nature nouvelle avec l'Ukraine. D'abord pour continuer l'effort d'équipement, de coopération et l'effort financier qui doit prendre une nouvelle teneur. Ensuite, le président l'a évoqué : nous sommes dans un contexte où il nous faut parachever des discussions importantes pour pouvoir sortir les céréales du sol ukrainien. Et enfin et surtout, je pense que nous sommes à un moment où nous avons besoin d'envoyer des signaux politiques, nous Européens, nous Union européenne, clairs à l'égard de l'Ukraine et du peuple ukrainien dans un contexte où ils résistent de manière héroïque depuis plusieurs mois. Le faire en prenant en compte la nécessaire unité des Européens, c'est tout le travail qui est le nôtre depuis plusieurs semaines. Et le faire avant un Conseil européen qui aura à prendre des décisions importantes à cet égard, en regardant en effet l'Ukraine, l'effort qu'elle mène, l'importance de lui envoyer un message de soutien dans ce moment critique. De considérer la situation de la Moldavie voisine où je me rendrai dans quelques instants et qu'il nous faut soutenir, parce qu'elle est elle-même déstabilisée par des mouvements politiques séparatistes et par grand nombre de réfugiés qu'elle accueille avec beaucoup de générosité sur son sol avec l'aide de beaucoup d'ONG. Plusieurs humanitaires m'accompagneront et je les en remercie. Et en prenant en compte aussi les effets qu'il y aura sur la région des Balkans occidentaux - le Président IOHANNIS l'a parfaitement rappelé - qui sont pour certains engagés depuis plusieurs années dans un tel processus et qui est une région qui peut elle aussi être déstabilisée par tout mouvement.

Vous le voyez au fond, aux portes de notre Union européenne, se joue une situation géopolitique inédite. Donc, oui, pour toutes ces raisons, le contexte politique et les décisions que l'Union européenne et plusieurs nations devront prendre justifient de nouvelles discussions en profondeur et de nouvelles avancées.

Journaliste

Monsieur le président MACRON, à Bucarest, les leaders du B9 ont déclaré que la Russie est un agresseur. Attendez-vous la même conclusion du conseil de l'OTAN à Madrid ? Vous considérez que la Russie ne doit pas être humiliée, comment peut-on traiter avec un agresseur sans l'humilier ? Monsieur IOHANNIS, la géographie nous force à jouer un rôle essentiel dans la gestion de la crise alimentaire sur la planète. Comment ont avancées les discussions, car l'Ukraine dit qu'on n'importe pas suffisamment à cause de la Russie ?

Emmanuel MACRON

Sur votre première question, elle rejoint un peu celle de votre confrère à laquelle j'ai répondu en détails. Je pourrais simplement vous dire que, dès le premier jour, la France a été claire pour dire que la Russie était l'agresseur et qu'elle menait une guerre contre l'Ukraine et son peuple et ne respectait ni l'intégrité territoriale ni la souveraineté de l'Ukraine. Nous l'avons donc condamné avec beaucoup de fermeté dans toutes les enceintes internationales. Nous avons pris immédiatement des mesures et sanctionné. Donc oui. Mais la difficulté dans laquelle nous sommes tous plongés, nous l'avons longuement évoqué avec le président IOHANNIS, c'est que nous dénonçons, nous sanctionnons, nous soutenons les Ukrainiens pour qu'ils se battent, mais enfin, ayons la lucidité de constater que nous ne faisons pas la guerre. Nous ne faisons pas la guerre à la Russie. Et donc la seule issue souhaitable du conflit est soit une victoire militaire de l'Ukraine soit, à un moment, une discussion parce que le feu aura cessé qui permet un accord entre l'Ukraine et la Russie. Donc à un moment il faudra parler. Voilà, c'est ce que je dis. Je crois que cela relève du bon sens. Et je suis toujours frappé de voir qu'il y a une forme d'escalade verbale alors même qu'on n'en tire pas toutes les conséquences. Moi, j'essaie d'être cohérent entre le terrain et ce que je dis.

Journaliste

Monsieur le Président MACRON, vous avez décidé d'inscrire ce déplacement au cœur de cette campagne de l'entre-deux-tours en vous exprimant vous-même depuis le tarmac de l'aéroport, quelques minutes avant de prendre l'avion pour vous diriger sur cette base en appelant les Français à vous donner une large majorité à l'Assemblée nationale. Est-ce que ce n'est pas un mélange des genres comme cela d'utiliser votre casquette de chef des armées ? C'est ce que vous reprochent vos adversaires, à commencer par Jean-Luc MÉLENCHON qui y voit une sorte de mépris à l'égard du peuple français, je le cite. Merci.

Emmanuel MACRON

Il faudra m'expliquer en quoi venir auprès de nos soldats est une forme de mépris. C'est un respect affiché et je pense que tous nos compatriotes le ressentent ainsi. Je ne m'exprimerai pas sur la politique française. Certes, nous sommes sur un tarmac, mais il est en Roumanie, et j'ai pris le soin de m'adresser aux Françaises et aux Français sur un sujet de politique intérieure depuis le sol français. Je ne le ferai pas depuis l'étranger. Mais je pense qu'être président de la République, les Françaises et les Français m'ont fait l'honneur de me reconduire dans ces fonctions, m'élisant à nouveau il y a quelques semaines, c'est être aussi chef des armées, c'est

être à la tête de notre diplomatie et de porter la voix de la France. Nous sommes à quelques jours de la fin d'une présidence française de l'Union européenne. Je sais que d'aucuns veulent en sortir, affaiblissant le pays et sa sécurité, et je le combats avec force. Mais c'est pleinement mon rôle de venir aux côtés de nos soldats, de venir aux côtés de nos alliés et de préparer les décisions de ce qui sera le dernier Conseil sous présidence française dans quelques jours, avant aussi, un sommet de l'OTAN et un G7 dans l'agenda qui seront importants. J'assume comme d'habitude, tout, avec clarté et sérénité, parce que je pense que notre pays a besoin de clarté et de sérénité aussi.